

Roumanie



1 Informations générales¹

Surface	237'500 km ² (Suisse : 41'290 km ²)	
Capitale	Bucarest	
Population	19.64 (2017, IMF 2018)	
Taux de croissance de la population	-0.6 % (IMF 2017)	
Chef d'Etat	Klaus Werner IOHANNIS	(2014, 24.11.2019)
Premier Ministre	Ludovik ORBAN	(7.11.2019)
Economie, énergie, milieu des affaires	Virgil-Daniel POPESCU	(11.11.2019)
Finances publiques	Vasile-Florin CÎTU	(11.11.2019)
Fonds européens	Ioan Marcel BOLOS	(11.11.2019)
Education nationale et recherche	Cristina Monica ANISIE	(11.11.2019)
Affaires étrangères	Bogdan Lucian AURESCU	(11.11.2019)
Environnement, eaux et forêts	Costel ALEXE	(11.11.2019)
Travail et Protection sociale	Victoria Violeta ALEXANDRU	(11.11.2019)
Gouverneur Banque centrale	Mugur ISARESCU	(2001)
Prochaines élections	parlementaires : 21.03.2021 / présidentielles : 2024	
Colonie suisse : 568 (OFS, en 2019)	Colonie en Suisse : 21'447 (au 30.06.2020, SEM)	

1.1 Principales données économiques²

	2018 ^{est}	2019 ^{est}	2020 ^{proj}	2021 ^{proj}	CH ²⁰¹⁹
PIB (mia USD)	239.6	243.7	n.a.	n.a.	715
PIB / habitant (USD)	12'270	12'483	n.a.	n.a.	83'717
Croissance (en % PIB)	4.1	4.0	-5.0	3.9	0.9*
Taux d'inflation (%)	4.6	4.2	2.2	1.5	0.4*
Taux de chômage (% annuel)	4.2	4.3	10.1	6.0	2.3*
Solde budgétaire (% PIB)	-2.8	-3.7	-8.9	-7.0	0.9
Solde balance courante (en % PIB)	-4.5	-5.5	-5.5	-4.7	12.2
Dette publique (% PIB)	36.7	37.4	n.a.	n.a.	38.6

¹ Sources : DFAE- <http://www.gov.ro> - Amba suisse Bucarest /mandats président & parlement: 4 ans

² Sources : IMF World Economic Outlook database October 2019 and April 2020

* Source : SECO, [Situation économique](#)

INFORMATION PAR PAYS

1.2 Commerce extérieur (2019)³

Exportations	69.0 mia € (+ 1.9 %)	Importations	86.3 mia € (+ 4.2 %)
<i>Dont :</i>		<i>Dont :</i>	
1. Allemagne	22 %	1. Allemagne	20 %
2. Italie	11 %	2. Italie	9 %
3. France	7 %	3. Hongrie	7 %
4. Hongrie	5 %	4. Pologne	6 %
5. Royaume Uni	4 %	5. Chine	5 %
...			
25 Suisse	531 mio €	24 Suisse	665 mio €
UE	77 %	UE	75 %

Les principaux postes à l'exportation sont constitués par des machines et équipements électriques + des véhicules et équipements de transports (46%), des produits de la métallurgie (8,5%) et des textiles (6.4%), des produits minéraux et énergétique (4%). A l'importation, on compte d'abord les machines et équipements électroniques (37%), les produits chimiques (10%), ceux des minéraux et énergie (7%), devant les textiles (6%).

En 2019, les exportations de **services** de la Roumanie se sont élevées à 26.3 mia € et les importations à 17.8 mia €. Le secteur des transports représente 7.8 mia € d'exportations (30% des exportations) devant le tourisme (12 % ou 3.1 mia €) qui enregistre cependant un résultat net négatif. La Banque nationale roumaine ne détaille pas les statistiques concernant les services IT&C.

1.3 Situation économique⁴

Structure économique

Entre 2013 et 2015, la population active a diminué de 8 %, soient 800'000 actifs, créant des pénuries de main d'œuvre dans les centres urbains. Ceci s'explique par une combinaison entre population vieillissante, agriculteurs partis en retraite et émigration⁵. Le secteur primaire occupe 27 % de la population active en 2018 contre 35 % en 2013 (4 % PIB), les services (hôtellerie, restauration, commerce, services publics, etc.) 40 % contre 52 % en 2013 (57 % PIB) ; dans l'industrie, ce taux est de 25 % contre 32 % en 2013 (24 % PIB). La situation de l'emploi reste très contrastée selon les régions et l'économie informelle élevée (28%). Les carences en formation, soins de santé et de transport menacent la croissance.

Politique économique

Après l'adhésion de la Roumanie à l'UE, le rythme des réformes s'est quelque peu essoufflé. L'économie roumaine vulnérable aux chocs exogènes avait subi les déséquilibres provoqués par la crise financière de 2008. Aussi, pour obtenir l'octroi de prêts, à partir de 2009, le gouvernement avait procédé à des politiques d'austérité drastiques et quelques réformes structurelles, dont le coût social fut considérable. Depuis 2013, la politique d'austérité avait maintenu le déficit budgétaire dans les critères de Maastricht (1.8 % en 2014, et 1.5 % en 2015). A partir de 2015, le gouvernement social-démocrate avait mené une politique budgétaire expansionniste, stimulant la consommation avec de fortes augmentations de salaires - supérieures à l'amélioration de la productivité - et de réduction des taxes et des impôts. Simultanément, la Roumanie creusait son déficit budgétaire et augmentait celui de la

³ Source: Rapport économique de l'ambassade suisse à Bucarest - INSSEE & EIUs

⁴ Sources : IMF, EIU et Rapports économiques de l'ambassade suisse à Bucarest

⁵ Selon les Nations Unies, 3.4 millions de Roumains ou 17 % du total de la population vivent à l'étranger.

INFORMATION PAR PAYS

balance commerciale. Cette situation était peu propice pour mener les réformes structurelles nécessaires pour enrayer la dégradation du climat d'affaires (dont l'assujettissement de la justice et l'émigration de personnes qualifiées) et procéder aux investissements nécessaires dans les secteurs de la formation, de la santé, des infrastructures routières et du développement des régions périphériques. Dès son accession au pouvoir à la fin 2019, le gouvernement libéral a réduit les coupures de taxes⁶, mais n'a pas pu éviter l'engagement d'une procédure de déficit excessif de la Commission européenne.

Les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la pandémie, allocation chômage technique de 75%, report de diverses taxes, fonds supplémentaires pour la santé et garanties de 2 mia € ne semblent pas suffisantes. Fin avril 2020, un million de contrats de travail étaient suspendus et 200'000 résiliés, principalement dans l'industrie, le commerce de détail, le tourisme et l'hôtellerie. La pandémie a également mis en évidence les carences de la Roumanie en matière de digitalisation⁷.

Conjoncture

La politique anti-austérité avec ses réductions de taxes et l'accroissement des salaires était devenue LE moteur de la **croissance** pour une estimation du FMI de 4 % en 2018 et 2019. Avec la pandémie, ce dernier projette une contraction de croissance à 5 % en 2020 et un rebond en 2021 à 3.9%. Mais les analystes s'accordaient déjà fin 2019 sur un essoufflement du modèle de croissance entre 3-3.5% entre 2019-2020. Cette politique a aussi conduit à accroître le **déficit budgétaire** et **l'inflation**.

S'agissant du **chômage**, les analystes pronostiquaient un redémarrage à la hausse à partir de 2018 au-dessus de 5 % de la population active. Avec la pandémie, les projections se situent à 10% en 2020 et 6% en 2021.

Principaux défis

- ❑ Les réformes structurelles stimulant la compétitivité, une *réorientation des dépenses dans le domaine de la formation et des infrastructures* et pas seulement orientées vers la consommation, afin d'améliorer les capacités de production. C'est en effet la saturation de ces capacités qui entrave l'accroissement supérieur de la consommation mais aussi de la compétitivité des exportations, et donc de la croissance.
- ❑ A terme ces carences, amplifiées jusqu'en 2019 par les *atteintes au domaine de la justice* par des réformes gravement critiquées par l'UE⁸, pourraient décourager les investisseurs étrangers, en plus des *lenteurs administratives et de la corruption*.
- ❑ *L'amélioration de l'absorption des fonds UE* (€22mia pour 2014-2020 et €17.5 au titre de la PAC⁹ - mais seulement 30% d'absorption en 2019) permettrait d'accroître les investissements dans les infrastructures nécessaires pour une augmentation des exportations à long terme, de *pallier les importantes carences en infrastructures, enfin de réduire de sévères disparités régionales*.

Indicateurs

- ❑ **WEF - Global competitiveness report 2019**: 51^{ème} sur 141 pays (2018 : 52^{ème} s/140 pays)
- ❑ **Transparency International - Corruption perception index 2019** : 44^{ème} s/180 pays (2018 : 47^{ème} sur 180 pays)
- ❑ **The World Bank - Doing Business 2020**: ↓55^{ème} place sur 190 pays (2018 : 52^{ème} place sur 190 pays)

⁶ Le gouvernement précédent avait prévu une hausse des retraites de 40% à partir de septembre 2020.

⁷ L'Index UE [Digital Economy and Society Index \(DESI\)](#) 2020 place la Roumanie en 26^{ème} sur 28

⁸ Cf Rapports du [GRECO](#)

⁹ Politique agricole commune

INFORMATION PAR PAYS

1.4 Appartenance à des organisations internationales

Organisation internationales : [UNO](#) (1955), [WTO](#) (1995), [IMF](#) (1972), [Weltbank](#) (1972)

Organisations régionales : Union Européenne : Adhésion le 1.01.2007¹⁰
[ECE/UNO](#) (Wirtschaftskommission der UNO für Europa),
[OSZE](#) (1973), [Europarat](#) (1993), [Schwarzmeerkoperation](#)

¹⁰ Présidence Conseil UE au 1^{er} semestre 2019 /Selon divers rapports, peu de chances de sortir du *Mécanisme de coopération et de vérification* avant 2022, notamment en raison du problème d'indépendance de la Justice.

INFORMATION PAR PAYS

2 Relations économiques bilatérales

2.1 Accords commerciaux (liste non exhaustive)

- [Accord de protection et de promotion des investissements](#) en vigueur depuis : 30.7.1994
- [Convention en vue d'éviter les doubles impositions](#) en vigueur depuis le 27.12.1994
- [Accords bilatéraux Suisse-UE](#) (dès 1.01.2007) à savoir :
 - l'accord de libre-échange de 1972
 - l'accord sur les assurances de 1989
 - les Accords bilatéraux I de 1999
 - les Accords bilatéraux II de 2004¹¹, dont :

2.2 Echanges commerciaux

2.2.1 Evolution des échanges¹²

	Export (mio CHF)	Variation (%)	Import* (mio CHF)	Variation (%)	Solde (mio CHF)	Volume (mio CHF.)	Variation (%)
2012	793	4	507	46.1	285	1'300	17.2
2013	792	0	559	10.2	234	1'351	4
2014	791	-0.2	615	10	176	1'405	4
2015	661	-16.3	559	-9.2	103	1'220	-13.2
2016	697	5.4	594	6.3	104	1'291	5.8
2017	773	10.9	643	8.4	130	1'416	9.7
2018	794	2.7	752	16.9	42	1'546	9.2
2019	1'076	36	783	4.1	293	1'859	20.2
2020(I-VII)	785	32	434	-6	351	1'219	15

*) Avec effet au 01.01.2012, L'AFD a procédé à des changements méthodologiques de calcul des importations et exportations. Dès lors, les comparaisons entre 2012 et les années précédentes ne sont plus possibles.¹³

Le volume des échanges a augmenté de 20 % en 2018.

En mai 2020, on constate que les exportations ont augmenté de 36% et le volume de 20% !

A titre indicatif, selon les statistiques de la Banque nationale suisse en 2017, le volume des échanges de **services** s'est élevé à CHF 483 mio et en 2018 à **CHF 608 mio**, soit un accroissement de 26 %.

¹¹ Dont l'Accord sur la libre circulation des personnes incluant certaines [restrictions](#).

¹² Source : [Administration fédérale des douanes AFD](#), Total "conjoncture" (total 1): sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

¹³ *Importations* : Utilisation du concept de „pays d'origine“ et non plus celui de „pays de production“. Le *pays d'origine* est celui où la marchandise a été entièrement ou principalement produite. Le *pays de production* désigne le territoire sur lequel un produit circulait librement avant son importation en Suisse.
Exportations/Importations : Les **chiffres du commerce extérieur de l'or, de l'argent et des monnaies** sont ventilés selon les pays et font partie intégrante de la statistique du commerce extérieur suisse (total général) dans la banque de données en ligne [Swiss-Impex](#).

INFORMATION PAR PAYS

2.2.2 Répartition par produits¹⁴

Exportations	2018 (% du total)	2019 (% du total)
1. Industries chimiques et pharmaceutiques	43	48
2. Machines, appareils, électronique	28	29
3. Métaux	10	9
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	6	5

Importations	2018 (% du total)	2019 (% du total)
1. Machines, appareils, électronique	25	27
2. Textiles, habillement, chaussures	30	26
3. Véhicules	12	13
4. Métaux	8	9

En 2018, l'or et les métaux précieux constituaient 2.4 % du total des échanges.

Nos exportations de produits pharmaceutiques avaient connu un pic en 2013 (CHF 474 mio, 20% du commerce total exporté) et un plancher en 2015 (CHF 255 mio, 10% du total, avec un recul annuel de 41%). Elles accusent à nouveau une réduction entre 2017 et 2018 de 13%, atteignant un niveau de CHF 270 mio ou 11% du total exporté en 2018.

En 2018, selon *Eurostat*, les exportations de **services** à destination de la Roumanie se sont élevées à 436 mio € et les importations à 832.4 mio €. Le volume des échanges de services en **2018** s'élevait donc à **1.3 mia €**.

En 2018, selon la *Banque nationale suisse*, le volume des échanges de services s'élevait à un total de CHF 771 mio, dont CHF 342 mio d'exportations et CHF 429 mio d'importations. A l'exportation ce sont d'abord des droits de licence devant les services IT&C, le tourisme et les services financiers. A l'importation, les transports sont loin devant les autres postes.

2.2.3 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹⁵

Classe de risque: **3**¹⁶

La SERV n'offre pas de couverture du risque pour des contrats à court-terme aux pays de l'Union Européenne. Par contre, elle couvre les risques à moyen et long terme sous réserve de certaines conditions.

2.3 Investissements directs¹⁷ (IDE)

Selon la *Banque nationale roumaine*, le total des IDE à la fin 2018 s'élève à 81.1 milliards EUR et ils proviennent avant tout de l'UE-28 qui représente 90.2 % du total (Pays-Bas, Allemagne, Autriche, France, Chypre, Italie et Luxembourg devant la **Suisse en 7^{ème}** position avec **3.64 mia EUR**, ou 4.5% du total).

¹⁴ Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités (2018 : CHF 1.586 mia)

¹⁵ [Schweizerischer Exportrisikoversicherung](#)

¹⁶ Les classes de risques s'étendent du niveau 1 (risque le plus bas) au niveau 7 (risque maximal).

¹⁷ Sources : Rapport économique de l'ambassade – Banque nationale roumaine – CDIS IMF

INFORMATION PAR PAYS

Concentrés à raison d'un tiers dans la capitale, ils sont répartis d'abord dans l'industrie (41 %), les services financiers (20.5 %), la construction-immobilier (12.6 %), le commerce (12.4 %) et les IT-télécommunications (6.7 %).

Avec sa proximité et de sa situation de membre de l'UE, un large marché domestique, une industrie diversifiée, la Roumanie est une **destination attractive** pour les investisseurs étrangers. Les privatisations à venir devraient fournir de nouvelles et intéressantes opportunités.

2.3.1 Investissements directs suisses

La BNS indique un total de capital stock suisse en Roumanie à fin **2018** de **2.58 mia CHF** (2.66 mia CHF en 2017), pour des effectifs employés 16'597. On reste encore en-dessous du niveau des 3.25 mia CHF de 2013.

Le premier investisseur est Holcim, suivi par Roche, Nestlé, Jean Valvis, Novartis, Swisspor, Rieker, Angst+Pfister, Heidi Chococats et Carpatair. Dans le domaine de l'énergie, Repower, Alpiq et Axpo sont actives dans le domaine de la distribution. Plus récemment, les terres agricoles roumaines attirent des paysans suisses.

2.3.2 Investissements roumains en Suisse

Aucune information chiffrée n'est disponible. En 2016, Tudor Scan Tech (systèmes de sécurité intégrés, dont scanners d'avions) est venu s'installer à Saint-Imier.

2.4 Contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE

Die Schweiz stellte Rumänien im Rahmen des Erweiterungsbeitrages für die 13 der Europäischen Union (EU) seit 2004 beigetretenen Mitgliedstaaten (CHF 1.302 Mrd.) **CHF 181 Mio.** für das bilaterale Zusammenarbeitsprogramm und die Zeitperiode 2009-2019 zur Verfügung. Nach dem Parlamentsentscheid vom 7.12.2009 wurde das entsprechende Rahmenabkommen zwischen der Schweiz und Rumänien am 7.9.2010 unterzeichnet.

Das Gesamtprogramm orientierte sich an fünf Zielen:

- Wirtschaftswachstum fördern und Arbeitsbedingungen verbessern (32%)
- Soziale Sicherheit erhöhen (13%)
- Umwelt schützen (30%)
- Öffentliche Sicherheit erhöhen (11%)
- Zivilgesellschaft stärken (12%)

Von den bis Dezember 2014 bewilligten 19 Projekten und 7 thematischen Fonds wurden bis Dezember 2019 17 Projekte und alle thematischen Fonds abgeschlossen; zwei Projekte wurden nicht umgesetzt. Die ursprünglich definierten Projektziele wurden mehrheitlich erreicht und teilweise sogar übertroffen.

Nachdem das Schweizer Parlament am 3. Dezember 2019 die Rahmenkredite für einen zweiten Schweizer Beitrag an ausgewählte EU-Mitgliedsstaaten verabschiedete fanden mit Rumänien in Januar 2020 und Juni 2020 Sondierungsgespräche zur thematischen Ausgestaltung eines zweiten Schweizer Beitrags statt.

Mehr Informationen sind verfügbar unter www.erweiterungsbeitrag.admin.ch.

INFORMATION PAR PAYS

2.5 Dernières visites

2019	14-16.05 : SE Hirayama 7 ^{ème} réunion ASEM ministres de l'éducation à Bucarest 15.04 : CF AB - Ministres UE de la santé à Bucarest 2-3.04 : SE Hirayama – Ministres UE de la recherche et de l'innovation à Bucarest 7.02 : CF KKS au Conseil informel JAI sous présidence roumaine 24.01 : PC U. Maurer – VPM Ana Birchal (WEF)
2018	20.11 : CF U.Maurer en Roumanie – MoF O. Teodorovic & Président K.Johannis 1.11 : PCAB en Roumanie – Président K. Johannis / PM V. Dăncilă 18-20.09 : Mission économique SE M.-G. Ineichen-Fleisch – Ministre Commerce et Entrepreneuriat St.R. Oprea / Ministre de l'Economie D. Andrescu / SE Affaires européennes au Ministère des Finances publiques M. Mandres 10.09 : CF I. Cassis en Roumanie – MAE Teodor-Viorel Melescanu 13.04 : SEFRI – Ministre de la Recherche et de l'Innovation, Nicolae Burnete
2016	20.09 : PC Schneider-Ammann - PM Ciolos en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York 8-10.05 : Présidente du CN Markwalder à Bucarest (Annual meeting de la conférence sur la contribution suisse à l'élargissement) 1.04 : PC Schneider-Amman - Président Iohannis en marge du <i>Nuclear Security Summit</i> à Washington
2015	2-4.11 : Président du CE Hêche à Bucarest 16.09 : SE Dell'Ambrogio - Ministre de l'Education Sorin Cîmpeanu, Bucarest /visite du centre de gestion lazer à Bucarest
2013	7.11 : CF D. Burkhalter - MAE Titus Corlatean, Berne 4.11 : CF Johann N. Schneider-Ammann - Ministre de l'Agriculture Daniel Constantin, Berne
2011	30.06-1.07 : PC Calmy Rey - Président Basescu et PM Boc, Bucarest 21.11 : CF Sommaruga - Ministre de l'Intérieur Traian Agas, Bucarest
2010	7.09.2010. Signature de la contribution à l'élargissement : PC Leuthard / CF Calmy-Rey - MAE T. Baconschi
2009	CF Widmer-Schlumpf - Ministres de l'Intérieur Nica / Justice Prediou
2008	CF Widmer-Schlumpf - Ministres Intérieur Nica /Justice Prediou, Bucarest CF Leuthard - Ministre de l'Economie et des Finances V. Vosganian, Eurofoot 2008 CF Doris Leuthard à Bucarest - Ministres Economie & Finances Vosganian / Travaux Publics L.Borbely / Commerce et PME, O.Silaghi / ONG Roms (CRISS)
2007	CF Calmy Rey / CF Leuthard - Président Basescu, Berne
2006	BR Calmy-Rey in Bukarest BP Leuenberger in Bukarest (Frankophonie)
2005	BR Blocher in Bukarest
2003	Präsidenten Ion Iliescu in Bern
2002	BR Couchepin in Bukarest
2001	AM Mircea Geoana in Bern BR Couchepin - Président Iliescu, Crans-Montana
2000	BR Deiss - AM Petre Roman, Crans-Montana

2.6 Adresses utiles

Embassy of Switzerland in Romania
Strada Grigore Alexandrescu 16-20
010626 Bucharest 1
<mailto:buc.vertretung@eda.admin.ch>
www.eda.admin.ch/bucarest

Tel.: +40 21 206 16 06
Tel. : +41 58 480 09 25
Fax.: +40 21 206 16 20

INFORMATION PAR PAYS

Switzerland Global Enterprise S-GE:

Bleicherweg 10 – CH-8002 Zürich

Contact Person: Katalin Dreher-Hajnal

KDreher@s-ge.com

Phone +41 44 365 52 83 –

Mobile +41 79 500 94 68

www.switzerland-ge.com

Chamber of Commerce Switzerland - Central Europe SEC

Kasernenstrasse 11

CH-8004 Zürich

Contact Person: Felicitas Gawenat
Chamber of Commerce Switzerland-Romania

CCE-R

21, Plantelor Str. (c/o Swiss House), RO-
023971 Bucharest

Phone +41 44 291 94 01

Mobile +41 79 927 66 73

felicitas@cee.swiss / www.cee.swiss

info@sec-chamber.ch

[+40 21 212 27 07](tel:+40212122707)

[+40 745 63 53 83](tel:+40745635383)

ccer@ccer.ro

<http://www.ccer.ro/>

Contact Person: Gentiana Avrigeanu, Executive
Director